

Buiten dit samenwerkingsakkoord mogen de Gewesten en Gemeenschappen bilaterale samenwerkingsakkoorden afsluiten.

De ondertekende Ministers zullen om de twee jaar samenkommen de resultaten van de samenwerking in het kader van dit akkoord te evalueren.

Opgesteld te Namen, op 24 februari 2005, in 5 originele exemplaren (Nederlands, Frans, Duits).

Voor de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President,
Ch. PICQUE

De Minister van Economie, Tewerkstelling,
Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,
B. CEREXHE

Voor het COCOF College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President,
B. CEREXHE

De Minister van Beroepsvervoer, Onderwijs, Cultuur, Schoolvervoer en Internationale Betrekkingen,
Mevr. Fr. DUPUIS

Voor de Vlaamse regering :

De Minister-President,
Y. LETERME

De Vice-Minister-President, Minister van Werk, Onderwijs en Vorming,
F. VANDENBROUCKE

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie en Werkgelegenheid,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
K.-H. LAMBERTZ

De Vice-Minister-President van Vorming, Werkgelegenheid, Sociale Zaken en Toerisme,
B. GENTGES

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2047

[2006/201660]

**11 MAI 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux clients éligibles au 1^{er} janvier 2007 dans les marchés de l'électricité et du gaz**
Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié par les décrets des 19 décembre 2002 et 18 décembre 2003 et par le décret programme du 3 février 2005, notamment les articles 8, § 3, et 43, § 2, 19°;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz modifié par le décret du 18 décembre 2003 et par le décret programme du 3 février 2005, notamment les articles 8 et 36, § 1^{er}, 13°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux clients éligibles et au contrôle de leur éligibilité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif aux clients éligibles et au contrôle de leur éligibilité dans le marché du gaz;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif à l'éligibilité des clients finals dans les marchés de l'électricité et du gaz;

Vu l'avis de la CWaPE CD-6c17-CWaPE-116 du 22 mars 2006;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 3 mai 2006;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o;

Vu l'urgence motivée par les considérations suivantes;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2005 a fixé l'ouverture totale des marchés du gaz et de l'électricité au 1^{er} janvier 2007;

Considérant que, pour rendre effective l'ouverture des marchés du gaz et de l'électricité à cette date, un calendrier extrêmement serré doit être respecté; que les dispositions de l'avant-projet imposent ainsi qu'au plus tard le 15 juin 2006, les fournisseurs des clients captifs choisissent un fournisseur désigné; que celui-ci se voit imposer certaines communications, tant à la CWaPE qu'à l'égard des clients captifs et ce, successivement, pour le 15 août 2006, le 15 septembre 2006 et le 1^{er} novembre 2006;

Considérant que ces diverses communications visent à garantir le bon déroulement de l'ouverture totale des marchés de l'énergie et, notamment, à permettre au client final d'exercer son droit à l'éligibilité de manière éclairée;

Considérant que l'ouverture effective des marchés au 1^{er} janvier 2007 implique la possibilité d'une fourniture effective à cette date des clients finals ayant fait le choix d'un fournisseur; que ceci implique la possibilité de conclure des contrats de fourniture dès le mois de novembre 2006;

Considérant que le calendrier qui résulte des dispositions de l'avant-projet nécessite ainsi, pour être respecté, la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté au plus tard dans le courant du mois de mai 2006;

Vu l'avis 40.174/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 avril 2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions préliminaires*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose, pour ce qui concerne les compétences de la Région wallonne, la Directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 96/92/CE conformément à son article 30, § 3, ainsi que la Directive 2003/55/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la Directive 98/30/CE, conformément à son article 33, § 3.

Art. 2. Aux fins du présent arrêté, on entend par :

1^o "fournisseur désigné": tout fournisseur, titulaire d'une licence de fourniture chargé de fournir les clients devenus éligibles, désigné par les fournisseurs de clients captifs en vertu de l'article 8, § 3, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, ci-après, "décret électricité" ou de l'article 8 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, ci-après "décret gaz";

2^o "fournisseur aux clients captifs": tout fournisseur visé à l'article 30, § 1^{er}, du "décret électricité" ou à l'article 30, § 1^{er}, du "décret gaz", chargé de fournir les clients captifs;

3^o "code EAN": champ numérique unique de 18 positions pour l'identification univoque d'un point d'accès (European Article Number);

4^o "profil synthétique de charge": courbe de charge unitaire établie statistiquement pour une catégorie de clients finals, conformément à l'article 207 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci;

5^o "profil d'utilisation synthétique": le profil de consommation établi statistiquement pour différents types de clients et visé à l'article 159, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2004 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution de gaz et l'accès à ceux-ci.

Art. 3. Les chapitres II et III du présent arrêté s'appliquent aux clients finals captifs qui deviennent éligibles le 1^{er} janvier 2007, date de l'ouverture totale des marchés du gaz et de l'électricité conformément à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2005 relatif à l'ouverture totale des marchés du gaz et de l'électricité.

CHAPITRE II. — *Marché de l'électricité*

Section 1^{re}. — Du fournisseur désigné

Art. 4. § 1^{er}. Au plus tard pour le 15 juin 2006, sur base des critères suivants, le fournisseur aux clients captifs désigne un fournisseur désigné, chargé d'assurer, dès le 1^{er} janvier 2007, la fourniture ininterrompue d'électricité aux clients finals devenus éligibles à cette date et n'ayant pas choisi de fournisseur :

1^o le fournisseur désigné doit être titulaire d'une licence de fourniture;

2^o le fournisseur désigné doit disposer de capacités techniques financières nécessaires afin d'assurer la fourniture ininterrompue d'électricité aux clients visés à l'alinéa 1^{er};

3^o le fournisseur désigné doit garantir que le client éligible qu'il fournit et qui ne l'a pas choisi expressément, est libre de changer de fournisseur moyennant un préavis d'un mois.

§ 2. Le fournisseur aux clients captifs notifie la désignation visée au § 1^{er} pour le 15 juin 2006 à la CWaPE.

Art. 5. § 1^{er}. Tout client éligible qui est fourni par le fournisseur désigné sans l'avoir choisi expressément, est libre de conclure un contrat de fourniture d'électricité avec un fournisseur de son choix.

Toutefois, le changement effectif ne pourra être réalisé que moyennant préavis d'un mois prenant cours le premier jour du mois qui suit le mois de notification de ce changement par le nouveau fournisseur au gestionnaire de réseau, conformément aux dispositions des règlements techniques relatives à l'échange d'informations.

La notification visée à l'alinéa 2 précise la date d'entrée en vigueur du nouveau contrat, qui ne peut être antérieure au 1^{er} janvier 2007.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, la date d'entrée en vigueur des contrats de fourniture conclus entre le 1^{er} décembre et le 31 décembre 2006, est reportée au 1^{er} mars 2007, nonobstant toute disposition contraire.

Art. 6. Le fournisseur désigné communique à la CWaPE les documents visés à l'article 8 pour le 15 août 2006 au plus tard.

La CWaPE vérifie que les conditions de fourniture des fournisseurs désignés sont conformes au "décret électricité" et à ses arrêtés d'exécution. Elle approuve, avant le 1^{er} octobre 2006, le courrier visé à l'article 8, 2^o, et vérifie l'objectivité de l'information transmise et la présence de la faculté donnée au client final de faire le choix d'un fournisseur en toute connaissance de cause.

Art. 7. Au plus tard le 15 septembre 2006, le fournisseur désigné publie ses conditions de fourniture, y compris les tarifs applicables à partir du 1^{er} janvier 2007, sur son site internet.

La CWaPE publie les conditions visées à l'alinéa 1^{er} sur son site internet.

Art. 8. Le fournisseur désigné est tenu de notifier, par lettre simple, aux clients captifs, avant le 1^{er} novembre 2006 :

1^o ses conditions de fourniture, en ce compris les tarifs applicables à partir du 1^{er} janvier 2007;

2^o un courrier mentionnant que ces clients ne seront plus, à partir du 1^{er} janvier 2007, fournis par le gestionnaire de réseau et qu'ils peuvent dès à présent, mais sans obligation, librement conclure un contrat de fourniture d'électricité avec un fournisseur de leur choix en vue d'une entrée en vigueur postérieure au 31 décembre 2006, et que dans l'attente de l'entrée en vigueur d'un tel contrat, leur approvisionnement sera, dès le 1^{er} janvier 2007, assuré par le fournisseur désigné aux conditions visées au point 1^o.

Ce courrier mentionne également que le client qui a conclu un contrat de fourniture avec un fournisseur ne pourra plus être fourni ultérieurement sous le régime particulier du fournisseur désigné.

Le courrier mentionne en outre que le contrat de fourniture conclu, avant le 30 novembre 2006, entre un fournisseur et un client peut sortir ses effets dès le 1^{er} janvier 2007 sans transiter au préalable par le fournisseur désigné, pour autant que le gestionnaire de réseau concerné en ait été informé dans les dix jours ouvrables suivant sa conclusion.

Ce courrier mentionnera également que les contrats conclus entre le 1^{er} décembre et le 31 décembre 2006 n'entreront en vigueur qu'à partir du 1^{er} mars 2007.

Ce courrier mentionne, en outre, qu'à défaut d'avoir choisi expressément le fournisseur désigné, le client sera libre de changer de fournisseur moyennant préavis d'un mois.

Section 2. — Du gestionnaire de réseau de distribution

Art. 9. § 1^{er}. Au plus tard le 15 octobre 2006, chaque gestionnaire de réseau de distribution transmet à tous les fournisseurs, le code EAN, le numéro de compteur et l'adresse complète du point d'accès de tous les clients captifs connectés à son réseau.

Ces données sont transmises sous forme informatique exploitable.

Chaque gestionnaire de réseau de distribution met à disposition de tous les fournisseurs un numéro de téléphone pour accéder aux données visées à l'alinéa 1^{er}.

L'utilisation, par les fournisseurs, des données transmises par les gestionnaires de réseau de distribution, sera limitée à la formulation d'offres de fourniture d'énergie électrique à l'occasion de la libéralisation du marché de l'électricité.

§ 2. Au plus tard le 15 octobre 2006, le gestionnaire de réseau notifie, par lettre simple, à chaque client captif raccordé à son réseau, un courrier reprenant :

1^o son code EAN, son profil synthétique de charge et sa consommation annuelle de référence estimée (EAV) lorsqu'elle est disponible, selon la forme déterminée par la CWaPE après concertation avec les gestionnaires de réseaux de distribution;

2^o une note d'information établie par la CWaPE, après concertation avec les gestionnaires de réseaux de distribution et les fournisseurs, reprenant les étapes liées à l'éligibilité, les diverses options offertes aux clients suite à leur éligibilité ainsi que la manière de les concrétiser. Cette note d'information mentionne également l'identité du fournisseur désigné et précise que le client qui a conclu un contrat de fourniture avec un fournisseur autre que le fournisseur désigné ne sera plus fourni par le fournisseur désigné;

3^o la mention selon laquelle, conformément au présent arrêté, le code EAN, le numéro de compteur ainsi que l'adresse complète du point d'accès au réseau ont été transmis à tous les fournisseurs;

4^o la liste des fournisseurs titulaires d'une licence de fourniture d'électricité en Wallonie.

Art. 10. Par dérogation à l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, les consommations comprises entre la date du dernier relevé et le 31 décembre 2006 sont facturées, par le gestionnaire de réseau à partir d'estimations statistiques et non sur des mesures réelles. Ces estimations sont fondées sur les consommations réelles des périodes de référence antérieures corrigées, le cas échéant, pour tenir compte des conditions climatiques, des modifications connues des profils de consommation ou de toute autre information pertinente.

CHAPITRE III. — Marché du gaz

Section 1^{re}. — Du fournisseur désigné

Art. 11. § 1^{er}. Au plus tard pour le 15 juin 2006, sur base des critères suivants, le fournisseur aux clients captifs désigne un fournisseur désigné, chargé d'assurer, dès le 1^{er} janvier 2007, la fourniture ininterrompue de gaz aux clients finals devenus éligibles à cette date et n'ayant pas choisi de fournisseur :

1^o le fournisseur désigné doit être titulaire d'une licence de fourniture;

2^o le fournisseur désigné doit disposer de capacités techniques financières nécessaires afin d'assurer la fourniture ininterrompue de gaz aux clients visés à l'alinéa 1^{er};

3^o le fournisseur désigné doit garantir que le client éligible qu'il fournit et qui ne l'a pas choisi expressément est libre de changer de fournisseur moyennant un préavis d'un mois.

§ 2. Le fournisseur aux clients captifs notifie la désignation visée au § 1^{er} pour le 15 juin 2006 à la CWaPE.

Art. 12. § 1^{er}. Tout client éligible qui est fourni par le fournisseur désigné sans l'avoir choisi expressément, est libre de conclure un contrat de fourniture de gaz avec un fournisseur de son choix.

Toutefois, le changement effectif ne pourra être réalisé que moyennant préavis d'un mois prenant cours le premier jour du mois qui suit le mois de notification de ce changement par le nouveau fournisseur au gestionnaire de réseau, conformément aux dispositions du règlement technique relatives à l'échange d'informations.

La notification visée à l'alinéa 2 précise la date d'entrée en vigueur du nouveau contrat, qui ne peut être antérieure au 1^{er} janvier 2007.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, la date d'entrée en vigueur des contrats de fourniture conclus entre le 1^{er} décembre et le 31 décembre 2006, est reportée au 1^{er} mars 2007, nonobstant toute disposition contraire.

Art. 13. Le fournisseur désigné communique à la CWaPE les documents visés à l'article 15 pour le 15 août 2006 au plus tard.

La CWaPE vérifie que les conditions de fourniture des fournisseurs désignés sont conformes au "décret gaz" et à ses arrêtés d'exécution. Elle approuve, avant le 1^{er} octobre 2006, le courrier visé à l'article 15, 2^o, et vérifie l'objectivité de l'information transmise et la présence de la faculté donnée au client final de faire le choix d'un fournisseur en toute connaissance de cause.

Art. 14. Au plus tard le 15 septembre 2006, le fournisseur désigné publie ses conditions de fourniture, y compris les tarifs applicables à partir du 1^{er} janvier 2007, sur son site internet.

La CWaPE publie les conditions visées à l'alinéa 1^{er} sur son site internet.

Art. 15. Le fournisseur désigné est tenu de notifier, par lettre simple, aux clients captifs, avant le 1^{er} novembre 2006 :

1^o ses conditions de fourniture, en ce compris les tarifs applicables à partir du 1^{er} janvier 2007;

2^o un courrier mentionnant que ces clients ne seront plus, à partir du 1^{er} janvier 2007, fournis par le gestionnaire de réseau et qu'ils peuvent, dès à présent, mais sans obligation, librement conclure un contrat de fourniture de gaz avec un fournisseur de leur choix en vue d'une entrée en vigueur postérieure au 31 décembre 2006 et que, dans l'attente de l'entrée en vigueur d'un tel contrat, leur approvisionnement sera, dès le 1^{er} janvier 2007, assuré par le fournisseur désigné aux conditions visées au point 1^o.

Ce courrier mentionne également que le client qui a conclu un contrat de fourniture avec un fournisseur ne pourra plus être fourni ultérieurement sous le régime particulier du fournisseur désigné.

Le courrier mentionne, en outre, que le contrat de fourniture conclu, avant le 30 novembre 2006, entre un fournisseur et un client peut sortir ses effets dès le 1^{er} janvier 2007 sans transiter au préalable par le fournisseur désigné, pour autant que le gestionnaire de réseau concerné en ait été informé dans les dix jours ouvrables suivant sa conclusion.

Ce courrier mentionnera également que les contrats conclus entre le 1^{er} décembre et le 31 décembre 2006 n'entreront en vigueur qu'à partir du 1^{er} mars 2007.

Ce courrier mentionne, en outre, qu'à défaut d'avoir choisi expressément le fournisseur désigné, le client sera libre de changer de fournisseur moyennant préavis d'un mois

Section 2. — Du gestionnaire de réseau de distribution

Art. 16. § 1^{er}. Au plus tard le 15 octobre 2006, chaque gestionnaire de réseau de distribution transmet, à tous les fournisseurs le code EAN, le numéro de compteur et l'adresse complète du point d'accès de tous les clients captifs connectés à son réseau.

Ces données sont transmises sous forme informatique exploitable.

Chaque gestionnaire de réseau de distribution met à disposition de tous les fournisseurs un numéro de téléphone pour accéder aux données visées à l'alinéa 1^{er}.

L'utilisation, par les fournisseurs, des données transmises par les gestionnaires de réseau de distribution, sera limitée à la formulation d'offres de fourniture de gaz à l'occasion de la libéralisation du marché du gaz.

§ 2. Au plus tard le 15 octobre 2006, le gestionnaire de réseau notifie, par lettre simple, à chaque client captif raccordé à son réseau, un courrier reprenant :

1^o son code EAN, son profil d'utilisation synthétique et sa consommation annuelle de référence estimée (EAV), selon la forme déterminée par la CWaPE après concertation avec les gestionnaires de réseaux de distribution;

2^o une note d'information établie par la CWaPE, après concertation avec les gestionnaires de réseaux de distribution et les fournisseurs, reprenant les étapes liées à l'éligibilité ainsi que les diverses options offertes aux clients suite à leur éligibilité ainsi que la manière de les concrétiser. Cette note d'information mentionne également l'identité du fournisseur désigné et précise que le client qui a conclu un contrat de fourniture avec un fournisseur autre que le fournisseur désigné ne sera plus fourni par le fournisseur désigné;

3^o la mention selon laquelle, conformément au présent arrêté, le code EAN, le numéro de compteur ainsi que l'adresse complète du point d'accès au réseau ont été transmis à tous les fournisseurs;

4^o la liste des fournisseurs titulaires d'une licence de fourniture de gaz en Wallonie.

Art. 17. Par dérogation à l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, les consommations comprises entre la date du dernier relevé et le 31 décembre 2006 sont facturées, par le gestionnaire de réseau, à partir d'estimations statistiques et non sur des mesures réelles. Ces estimations sont fondées sur les consommations réelles des périodes de référence antérieures corrigées, le cas échéant, pour tenir compte des conditions climatiques, des modifications connues des profils de consommation ou de toutes autres informations pertinentes.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 18. A partir 1^{er} janvier 2007, les dispositions des articles 5 et 12 s'appliquent à tout client éligible.

Art. 19. L'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux clients devenant éligibles et au contrôle de leur éligibilité, l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif aux clients devenant éligibles et au contrôle de leur éligibilité dans le marché du gaz et l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif à l'éligibilité des clients finals dans les marchés de l'électricité et du gaz sont abrogés en date du 31 décembre 2006.

Art. 20. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 mai 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 2047

[2006/201660]

**11. MAI 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die ab dem 1. Januar 2007 auf dem Elektrizitäts- und Gasmarkt zugelassenen Kunden**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. Dezember 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, abgeändert durch die Dekrete vom 19. Dezember 2002 und vom 18. Dezember 2003 und durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, insbesondere der Artikel 8 § 3 und 43 § 2 19°;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, abgeändert durch das Dekret vom 18. Dezember 2003 und durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, insbesondere der Artikel 8 und 36 § 1 13°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 über die zugelassenen Kunden und die Kontrolle ihrer Zulassungsbedingungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. März 2003 über die Kunden des Gasmarkts, die zugelassen werden, und die Kontrolle ihrer Zulässigkeit;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. April 2004 über die Zulässigkeit der Endverbraucher im Bereich der Elektrizitäts- und Gasmärkte;

Aufgrund des Gutachtens der CWaPE Nr. CD-6c17-CWaPE-116 vom 22. März 2006;

Aufgrund des am 3. Mai 2006 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 84 § 1 Absatz 1 2°;

Aufgrund der Dringlichkeit, die auf folgenden Überlegungen beruht;

In der Erwägung, dass die vollständige Öffnung des Gas- und Elektrizitätsmarkts gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. April 2005 am 1. Januar 2007 stattfinden muss;

In der Erwägung, dass ein sehr enger Zeitplan einzuhalten ist, damit die Öffnung des Gas- und Elektrizitätsmarkts an diesem Datum stattfinden kann; dass die Versorger der gebundenen Kunden nach den Bestimmungen des Vorentwurfs spätestens am 15. Juni 2006 einen bezeichneten Versorger wählen müssen; dass letzterem bestimmte Mitteilungen sowohl an die CWaPE als an die gebundenen Kunden auferlegt werden, dies aufeinanderfolgend zum 15. August 2006, zum 15. September 2006 und zum 1. November 2006;

In der Erwägung, dass diese verschiedenen Mitteilungen darauf abzielen, den guten Ablauf der vollständigen Öffnung der Energiemarkte zu gewährleisten, und insbesondere die Endverbraucher dazu zu berechtigen, als zugelassene Kunden behandelt zu werden;

In der Erwägung, dass die tatsächliche Marktöffnung am 1. Januar 2007 die Möglichkeit voraussetzt, dass die Endverbraucher, die einen Versorger gewählt haben, an diesem Datum tatsächlich beliefert werden; dass dies wiederum voraussetzt, dass Lieferverträge bereits ab November 2006 abgeschlossen werden können;

In der Erwägung, dass sich aus dem auf die Bestimmungen des Vorentwurfs zurückzuführenden Kalenderplan somit ergibt, dass der vorliegende Erlass spätestens im Laufe des Monats Mai 2006 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden muss;

Aufgrund des am 10. April 2005 in Anwendung des Artikels 84 § 1° Absatz 1 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 40.174/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Vorhergehende Bestimmungen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird, was die Zuständigkeiten der Wallonischen Region angeht, die Umsetzung der Richtlinie 2003/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 96/82/EG gemäß ihrem Artikel 30 § 3 sowie der Richtlinie 2003/55/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 über gemeinsame Vorschriften für den Gasbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 98/30/EG gemäß ihrem Artikel 33 § 3 gewährleistet.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "bezeichneter Versorger": jeder Versorger, Inhaber einer Versorgungslizenz, der damit beauftragt ist, die Kunden, die zugelassen worden sind, zu beliefern; dieser Versorger wird von den Versorgern der gebundenen Kunden benannt kraft Artikel 8 § 3 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts (nachstehend "Elektrizitätsdekret" genannt) oder kraft Artikel 8 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts (nachstehend "Gasdekret" genannt);

2° "Versorger der gebundenen Kunden": jeder Versorger nach Artikel 30 § 1 des "Elektrizitätsdekrets" oder Artikel 30 § 1 des "Gasdekrets", der damit beauftragt ist, die gebundenen Kunden zu beliefern;

3° "EAN-Code": ein einziges 18-stelliges numerisches Feld zur eindeutigen Identifikation einer Zugangsstelle (European Article Number);

4° "synthetisches Lastprofil": einheitliches Lastprofil, das mittels eines statistischen Verfahrens für eine Kategorie von Endverbrauchern aufgestellt wird, in Übereinstimmung mit Artikel 207 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die technische Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen;

5° "synthetisches Benutzungsprofil": das in Artikel 159 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. November 2004 über die technische Regelung für den Betrieb der Gasverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen erwähnte, für mehrere Verbrauchergruppen mittels eines statistischen Verfahrens aufgestellte Verbrauchsprofil.

Art. 3 - Die Kapitel II und III des vorliegenden Erlasses sind auf die gebundenen Endverbraucher, die am 1. Januar 2007 zugelassen werden, anwendbar, wobei dieses Datum der vollständigen Öffnung des Gas- und Elektrizitätsmarkts entspricht, in Übereinstimmung mit Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. April 2005 über die vollständige Öffnung der Elektrizitäts- und Gasmärkte.

KAPITEL II — Elektrizitätsmarkt

Abschnitt 1 — Der bezeichnete Stromversorger

Art. 4. § 1 - Spätestens zum 15. Juni 2006 benennt der Versorger der gebundenen Kunden aufgrund der nachstehenden Kriterien einen bezeichneten Stromversorger, der damit beauftragt ist, ab dem 1. Januar 2007 die ununterbrochene Lieferung von Elektrizität an die Endverbraucher zu gewährleisten, die an diesem Datum zugelassen worden sind, und keinen Stromversorger gewählt haben:

1° der bezeichnete Stromversorger muss Inhaber einer Versorgungslizenz sein;

2° der bezeichnete Stromversorger muss die notwendige technische und finanzielle Leistungsfähigkeit besitzen, um die ununterbrochene Stromlieferung an die unter Absatz 1 erwähnten Kunden gewährleisten zu können;

3° der bezeichnete Stromversorger muss garantieren, dass der zugelassene Kunde, der von ihm beliefert wird und ihn nicht ausdrücklich gewählt hat, frei ist, den Stromversorger unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von einem Monat zu wechseln.

§ 2 - Der Stromversorger der gebundenen Kunden stellt der CWaPE die in § 1 erwähnte Benennung zum 15. Juni 2006 zu.

Art. 5 - § 1 - Jeder zugelassene Kunde, der von dem bezeichneten Stromversorger beliefert wird, ohne ihn ausdrücklich gewählt zu haben, ist frei, einen Stromliefervertrag mit einem von ihm gewählten Stromversorger abzuschließen.

Der tatsächliche Wechsel des Stromversorgers kann jedoch nur mit einer Kündigungsfrist von einem Monat ab dem ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem der neue Stromversorger diesen Wechsel dem Netzbetreiber gemäß den Bestimmungen der technischen Regelungen in Bezug auf den Austausch von Informationen mitgeteilt hat, erfolgen.

In der in Absatz 2 erwähnten Mitteilung wird das Inkrafttretedatum des neuen Vertrags angegeben, welches nicht vor dem 1. Januar 2007 sein kann.

§ 2 - In Abweichung von § 1 wird das Inkrafttretedatum der zwischen dem 1. und 31. Dezember 2006 abgeschlossenen Lieferverträge auf den 1. März 2007 verschoben, ungeachtet anderslautender Bestimmungen.

Art. 6 - Der bezeichnete Stromversorger übermittelt der CWaPE die in Artikel 8 angeführten Unterlagen spätestens zum 15. August 2006.

Die CWaPE prüft, dass die Lieferbedingungen der bezeichneten Stromversorger dem "Elektrizitätsdekret" und seinen Durchführungserlassen genügen. Sie genehmigt vor dem 1. Oktober 2006 das in Artikel 8 2° erwähnte Schreiben und prüft die Objektivität der übermittelten Information und die Tatsache, dass dem Endverbraucher die Möglichkeit gegeben wird, einen Stromversorger in Kenntnis der Sachlage zu wählen.

Art. 7 - Spätestens zum 15. September 2006 veröffentlicht der bezeichnete Stromversorger seine Lieferbedingungen einschließlich der ab dem 1. Januar 2007 gültigen Tarife auf seiner Webseite.

Die CWaPE veröffentlicht die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen auf ihrer Webseite.

Art. 8 - Der bezeichnete Stromversorger hat den gebundenen Kunden vor dem 1. November 2006 folgende Angaben per einfaches Schreiben mitzuteilen:

1° seine Lieferbedingungen, einschließlich der ab dem 1. Januar 2007 anwendbaren Tarife;

2° ein Schreiben, in dem mitgeteilt wird, dass diese Kunden ab dem 1. Januar 2007 nicht mehr vom Netzbetreiber beliefert werden und dass sie bereits jetzt frei sind, einen Stromliefervertrag mit einem frei gewählten Stromversorger abzuschließen - ohne dass dies eine Verpflichtung ist -, der nach dem 31. Dezember 2006 in Kraft treten wird, und dass ihre Stromversorgung in Abwartung des Inkrafttretens eines solchen Vertrags ab dem 1. Januar 2007 vom bezeichneten Stromversorger gewährleistet wird, unter Beachtung der in Nr. 1° angeführten Bedingungen.

In diesem Schreiben wird ebenfalls erwähnt, dass ein Kunde, der mit einem Stromversorger einen Stromliefervertrag abgeschlossen hat, später nicht mehr unter der besonderen auf den bezeichneten Stromversorger anwendbaren Regelung beliefert werden kann.

In dem Schreiben wird außerdem erwähnt, dass ein vor dem 30. November 2006 zwischen einem Stromversorger und einem Kunden abgeschlossenen Liefervertrag am dem 1. Januar 2007 wirksam werden kann, ohne die vorherige Beteiligung des bezeichneten Stromversorgers zu benötigen, unter der Voraussetzung, dass der betreffende Netzbetreiber innerhalb zehn Werktagen nach dessen Abschluss darüber informiert worden ist.

In diesem Schreiben wird ebenfalls mitgeteilt, dass die zwischen dem 1. und 31. Dezember 2006 abgeschlossenen Verträge erst ab dem 1. März 2007 in Kraft treten werden.

In diesem Schreiben wird außerdem erwähnt, dass der Kunde, wenn er den bezeichneten Stromversorger nicht ausdrücklich gewählt hat, frei sein wird, den Stromversorger unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von einem Monat zu wechseln.

Abschnitt 2 — Der Betreiber des Verteilernetzes

Art. 9 - § 1 - Spätestens zum 15. Oktober 2006 teilt jeder Betreiber eines Verteilernetzes allen Stromversorgern den EAN-Code, die Zählernummer und die vollständige Anschrift der Zugangsstelle aller an sein Netz angeschlossenen gebundenen Kunden mit.

Diese Angaben werden in der Form einer verwendbaren EDV-Datei übermittelt.

Jeder Betreiber eines Verteilernetzes stellt allen Stromversorgern eine Telefonnummer zur Verfügung, damit sie zu den in Absatz 1 erwähnten Daten Zugang haben können.

Die Benutzung durch die Stromversorger der von den Betreiber der Verteilernetze übermittelten Daten wird auf die Erstellung von Angeboten zur Lieferung von Stromenergie im Rahmen der Liberalisierung des Strommarktes beschränkt sein.

§ 2 - Der Netzbetreiber stellt jedem an sein Netz angeschlossenen gebundenen Kunden spätestens zum 15. Oktober 2006 ein einfaches Schreiben mit folgenden Angaben zu:

1° seinem EAN-Code, seinem synthetischen Lastprofil und seinem geschätzten jährlichen Standardverbrauch (EAV) (wenn diese Angabe verfügbar ist), in der von der CWaPE nach einer Konzertierung mit den Betreibern der Verteilernetze festgelegten Form;

2° einem von der CWaPE nach einer Konzertierung mit den Betreibern der Verteilernetze und den Stromversorgern aufgestellten Informationsschreiben, in dem die verschiedenen Schritte in Zusammenhang mit der Zulässigkeit, die verschiedenen, den Kunden angebotenen Möglichkeiten nachdem sie zulässig geworden sind, und die Art und Weise, wie diese Möglichkeiten umgesetzt werden können, angeführt sind. In diesem Informationsschreiben wird ebenfalls die Identität des bezeichneten Stromversorgers erwähnt, und wird darauf hingewiesen, dass ein Kunde, der mit einem anderen Stromversorger als dem bezeichneten Stromversorger einen Stromliefervertrag abgeschlossen hat, nicht mehr von dem bezeichneten Stromversorger beliefert wird;

3° dem Vermerk, dass der EAN-Code, die Zählernummer und die vollständige Anschrift der Zugangsstelle an das Netz allen Stromversorgern mitgeteilt werden sind;

4° der Liste der Stromversorger, die Inhaber einer Stromversorgungslizenz in der Wallonie sind.

Art. 10 - In Abweichung von Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt wird der Stromverbrauch zwischen dem Datum der letzten Erfassung und dem 31. Dezember 2006 vom Netzbetreiber ab statistischen Schätzungen und nicht aufgrund reeller Messungen in Rechnung gestellt. Diese Schätzungen beruhen auf reellen Verbrauchsdaten der vorherigen Bezugsperioden, die ggf. korrigiert worden sind, um den Wetterverhältnissen, den wohlbekannten Änderungen im Verbrauchsprofil oder jeder sonstigen relevanten Information Rechnung zu tragen.

KAPITEL III — Gasmarkt

Abschnitt 1 — Der bezeichnete Gasversorger

Art. 11 - § 1 - Spätestens zum 15. Juni 2006 benennt der Versorger der gebundenen Kunden aufgrund der nachstehenden Kriterien einen bezeichneten Gasversorger, der damit beauftragt ist, ab dem 1. Januar 2007 die ununterbrochene Lieferung von Gas an die Endverbraucher zu gewährleisten, die an diesem Datum zugelassen worden sind, und keinen Gasversorger gewählt haben:

1° der bezeichnete Gasversorger muss Inhaber einer Versorgungslizenz sein;

2° der bezeichnete Gasversorger muss die notwendige technische und finanzielle Leistungsfähigkeit besitzen, um die ununterbrochene Gaslieferung an die unter Absatz 1 erwähnten Kunden gewährleisten zu können;

3° der bezeichnete Gasversorger muss garantieren, dass der zugelassene Kunde, der von ihm beliefert wird und ihn nicht ausdrücklich gewählt hat, frei ist, den Gasversorger unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von einem Monat zu wechseln.

§ 2 - Der Gasversorger der gebundenen Kunden stellt der CWaPE die in § 1 erwähnte Benennung zum 15. Juni 2006 zu.

Art. 12 - § 1 - Jeder zugelassene Kunde, der von dem bezeichneten Gasversorger beliefert wird, ohne ihn ausdrücklich gewählt zu haben, ist frei, einen Gasliefervertrag mit einem von ihm gewählten Gasversorger abzuschließen.

Der tatsächliche Wechsel des Gasversorgers kann jedoch nur mit einer Kündigungsfrist von einem Monat ab dem ersten Tag des Monats nach dem Monat, in dem der neue Gasversorger diesen Wechsel dem Netzbetreiber gemäß den Bestimmungen der technischen Regelung in Bezug auf den Austausch von Informationen mitgeteilt hat, erfolgen.

In der in Absatz 2 erwähnten Mitteilung wird das Inkrafttretedatum des neuen Vertrags angegeben, welches nicht vor dem 1. Januar 2007 sein kann.

§ 2 - In Abweichung von § 1 wird das Inkrafttretedatum der zwischen dem 1. und 31. Dezember 2006 abgeschlossenen Lieferverträge auf den 1. März 2007 verschoben, ungeachtet anderslautender Bestimmungen.

Art. 13 - Der bezeichnete Gasversorger übermittelt der CWaPE die in Artikel 15 angeführten Unterlagen spätestens zum 15. August 2006.

Die CWaPE prüft, dass die Lieferbedingungen der bezeichneten Gasversorger dem "Gasdekret" und seinen Durchführungsverordnungen genügen. Sie genehmigt vor dem 1. Oktober 2006 das in Artikel 15 2° erwähnte Schreiben und prüft die Objektivität der übermittelten Information und die Tatsache, dass dem Endverbraucher die Möglichkeit gegeben wird, einen Gasversorger in Kenntnis der Sachlage zu wählen.

Art. 14 - Spätestens zum 15. September 2006 veröffentlicht der bezeichnete Gasversorger seine Lieferbedingungen einschließlich der ab dem 1. Januar 2007 gültigen Tarife auf seiner Webseite.

Die CWaPE veröffentlicht die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen auf ihrer Webseite.

Art. 15 - Der bezeichnete Gasversorger hat den gebundenen Kunden vor dem 1. November 2006 folgende Angaben per einfaches Schreiben mitzuteilen:

1° seine Lieferbedingungen, einschließlich der ab dem 1. Januar 2007 anwendbaren Tarife;

2° ein Schreiben, in dem mitgeteilt wird, dass diese Kunden ab dem 1. Januar 2007 nicht mehr vom Netzbetreiber beliefert werden und dass sie bereits jetzt frei sind, einen Gasliefervertrag mit einem frei gewählten Gasversorger abzuschließen - ohne dass dies eine Verpflichtung ist -, der nach dem 31. Dezember 2006 in Kraft treten wird, und dass ihre Gasversorgung in Abwartung des Inkrafttreten eines solchen Vertrags ab dem 1. Januar 2007 vom bezeichneten Gasversorger gewährleistet wird, unter Beachtung der in Nr. 1° angeführten Bedingungen.

In diesem Schreiben wird ebenfalls erwähnt, dass ein Kunde, der mit einem Gasversorger einen Gasliefervertrag abgeschlossen hat, später nicht mehr unter der besonderen auf den bezeichneten Gasversorger anwendbaren Regelung beliefert werden kann.

In dem Schreiben wird außerdem erwähnt, dass ein vor dem 30. November 2006 zwischen einem Gasversorger und einem Kunden abgeschlossenen Liefervertrag am dem 1. Januar 2007 wirksam werden kann, ohne die vorherige Beteiligung des bezeichneten Gasversorgers zu benötigen, unter der Voraussetzung, dass der betreffende Netzbetreiber innerhalb zehn Werktagen nach dessen Abschluss darüber informiert worden ist.

In diesem Schreiben wird ebenfalls mitgeteilt, dass die zwischen dem 1. und 31. Dezember 2006 abgeschlossenen Verträge erst ab dem 1. März 2007 in Kraft treten werden.

In diesem Schreiben wird außerdem erwähnt, dass der Kunde, wenn er den bezeichneten Gasversorger nicht ausdrücklich gewählt hat, frei sein wird, den Gasversorger unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von einem Monat zu wechseln.

Abschnitt 2 — Der Betreiber des Verteilernetzes

Art. 16 - § 1 - Spätestens zum 15. Oktober 2006 teilt jeder Betreiber eines Verteilernetzes allen Gasversorgern den EAN-Code, die Zählernummer und die vollständige Anschrift der Zugangsstelle aller an sein Netz angeschlossenen gebundenen Kunden mit.

Diese Angaben werden in der Form einer verwendbaren EDV-Datei übermittelt.

Jeder Betreiber eines Verteilernetzes stellt allen Gasversorgern eine Telefonnummer zur Verfügung, damit sie zu den in Absatz 1 erwähnten Daten Zugang haben können.

Die Benutzung durch die Gasversorger der von den Betreibern der Verteilernetze übermittelten Daten wird auf die Erstellung von Angeboten zur Lieferung von Gas im Rahmen der Liberalisierung des Gasmarktes beschränkt sein.

§ 2 - Der Netzbetreiber stellt jedem an sein Netz angeschlossenen gebundenen Kunden spätestens zum 15. Oktober 2006 ein einfaches Schreiben mit folgenden Angaben zu:

1° seinem EAN-Code, seinem synthetischen Benutzungsprofil und seinem geschätzten jährlichen Standardverbrauch (EAV), in der von der CWaPE nach einer Konzertierung mit den Betreibern der Verteilernetze festgelegten Form;

2° einem von der CWaPE nach einer Konzertierung mit den Betreibern der Verteilernetze und den Gasversorgern aufgestellten Informationssschreiben, in dem die verschiedenen Schritte in Zusammenhang mit der Zulässigkeit, die verschiedenen, den Kunden angebotenen Möglichkeiten nachdem sie zulässig geworden sind, und die Art und Weise, wie diese Möglichkeiten umgesetzt werden können, angeführt sind. In diesem Informationssschreiben wird ebenfalls die Identität des bezeichneten Gasversorgers erwähnt, und wird darauf hingewiesen, dass ein Kunde, der mit einem anderen Gasversorger als dem bezeichneten Gasversorger einen Gasliefervertrag abgeschlossen hat, nicht mehr von dem bezeichneten Gasversorger beliefert wird;

3° dem Vermerk, dass der EAN-Code, die Zählernummer und die vollständige Anschrift der Zugangsstelle an das Netz allen Gasversorgern mitgeteilt worden sind;

4° der Liste der Gasversorger, die Inhaber einer Gasversorgungslizenz in der Wallonie sind.

Art. 17 - In Abweichung von Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt wird der Gasverbrauch zwischen dem Datum der letzten Erfassung und dem 31. Dezember 2006 vom Netzbetreiber ab statistischen Schätzungen und nicht aufgrund reeller Messungen in Rechnung gestellt. Diese Schätzungen beruhen auf reellen Verbrauchsdaten der vorherigen Bezugsperioden, die ggf. korrigiert worden sind, um den Wetterverhältnissen, den wohlbekannten Änderungen im Verbrauchsprofil oder jeder sonstigen relevanten Information Rechnung zu tragen.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Art. 18 - Ab dem 1. Januar 2007 sind die Bestimmungen der Artikel 5 und 12 auf alle zugelassenen Kunden anwendbar.

Art. 19 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 über die zugelassenen Kunden und die Kontrolle ihrer Zulassungsbedingungen, der Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die Kunden des Gasmarkts, die zugelassen werden, und die Kontrolle ihrer Zulässigkeit und der Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2004 über die Zulässigkeit der Endverbraucher im Bereich der Elektrizitäts- und Gasmärkte werden am 31. Dezember 2006 außer Kraft gesetzt.

Art. 20 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Mai 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 2047

[2006/201660]

**11 MEI 2006. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de afnemers die op 1 januari 2007 in aanmerking komen op de elektriciteits- en gasmarkt**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij de decreten van 19 december 2002 en 18 december 2003 en bij het programmadecreet van 3 februari 2005, inzonderheid op de artikelen 8, § 3, en 43, § 2, 19°;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, gewijzigd bij het decreet van 18 december 2003 en bij het programmadecreet van 3 februari 2005, inzonderheid op de artikelen 8 en 36, § 1, 13°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de in aanmerking komende afnemers en het toezicht op de voorwaarden om in aanmerking te komen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de in aanmerking komende afnemers en het toezicht op de voorwaarden om in aanmerking te komen op de gasmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende het in aanmerking komen van de eindafnemers op de elektriciteits- en gasmarkt;

Gelet op het advies van de CWaPE CD-6c17-CWaPE-116 van 22 maart 2006;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 3 mei 2006;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, § 1, eerste lid, 2°;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de volgende overwegingen :

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 21 april 2005 de volledige opening van de gas- en elektriciteitsmarkt op 1 januari 2007 heeft vastgelegd;

Overwegende dat een uiterst strakke kalender in acht dient te worden genomen opdat de gas- en elektriciteitsmarkt daadwerkelijk op die datum geopend zou worden; dat de bepalingen van het voorontwerp derhalve opleggen dat de leveranciers van gebonden afnemers uiterlijk 15 juni 2006 een aangewezen leverancier kiezen; dat laatstgenoemde achtereenvolgens op 15 augustus 2006, 15 september 2006 en 1 november 2006 bepaalde berichten moet doorgeven aan de CwaPE en aan de gebonden afnemers;

Overwegende dat die verschillende berichten dienen om het vlotte verloop van de volledige opening van de gas- en elektriciteitsmarkt te waarborgen en, met name, om de eindafnemer in staat te stellen zijn recht op het in aanmerking komen verstandig uit te oefenen;

Overwegende dat de effectieve opening van de markten op 1 januari 2007 de mogelijkheid inhoudt van een effectieve levering op die datum aan de eindafnemers die een leverancier hebben gekozen; met, als gevolg, de mogelijkheid om leveringsovereenkomsten te sluiten vanaf de maand november 2006;

Overwegende dat de kalender waarin de bepalingen van het voorontwerp voorzien slechts nageleefd kan worden als dit besluit uiterlijk in de loop van de maand mei 2006 bekend gemaakt wordt in het *Belgisch Staatsblad*;

Gelet op het advies 40.174/4 van de Raad van State, gegeven op 10 april 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Richtlijn 2003/54/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2003 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en houdende intrekking van Richtlijn 96/92/EG overeenkomstig artikel 30, § 3, ervan, en Richtlijn 2003/55/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2003 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas en houdende intrekking van Richtlijn 98/30/EG overeenkomstig artikel 33, § 3 ervan worden, wat de bevoegdheden van het Waalse Gewest betreft, bij dit besluit omgezet.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "aangewezen leverancier": elke leverancier met leveringsvergunning die belast wordt met levering aan in aanmerking komende afnemers en die aangewezen is door de leveranciers van gebonden afnemers krachtens artikel 8, § 3, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, hierna "elektriciteitsdecreet" genoemd, of krachtens artikel 8 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, hierna "gasdecreet" genoemd;

2° "leveranciers van gebonden afnemers": elke leverancier bedoeld in artikel 30, § 1, van het elektriciteitsdecreet of in artikel 30, § 1 van het gasdecreet die aan de gebonden afnemers moet leveren;

3° "EAN-code": uniek numeriek veld van 18 posities voor de eenduidige identificatie van een toegangspunt (European Article Number);

4° "synthetisch belastingsprofiel": unitaire belastingscurve die statistisch vastgelegd is voor een categorie eindafnemers, overeenkomstig artikel 207 van het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de elektricitedistributienetten in het Waalse Gewest en de toegang daartoe;

5° "synthetisch gebruiksprofiel": het verbruiksprofiel dat statistisch vastgelegd is voor verschillende types afnemers en bedoeld in artikel 159, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2004 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de gasdistributienetten en de toegang daartoe.

Art. 3. De hoofdstukken II en III van dit besluit zijn van toepassing op de gebonden afnemers die in aanmerking komen op 1 januari 2007, datum van de volledige opening van de elektriciteitsmarkt en van de gasmarkt overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 21 april 2005 betreffende de volledige opening van de elektriciteitsmarkt en van de gasmarkt.

HOOFDSTUK II. — *Elektriciteitsmarkt*

Afdeling 1. — Aangewezen leverancier

Art. 4. § 1. De leverancier van gebonden afnemers wijst uiterlijk 15 juni 2006 een aangewezen leverancier aan die vanaf 1 januari 2007 zal instaan voor de doorlopende levering van elektriciteit aan de op die datum in aanmerking komende eindafnemers die geen leverancier hebben gekozen, en die aan de volgende criteria voldoet :

1° hij ishouder van een leveringsvergunning;

2° hij beschikt over de nodige technische en financiële middelen om de in het eerste lid bedoelde afnemers doorlopend van elektriciteit te voorzien;

3° hij garandeert dat de in aanmerking komende afnemer aan wie hij levert en die hem niet uitdrukkelijk heeft gekozen vrij is een andere leverancier te kiezen, mits inachtneming van een opzegtermijn van een maand.

§ 2. De leverancier van gebonden afnemers geeft de CWaPE uiterlijk 15 juni 2006 kennis van de aanwijzing bedoeld in § 1.

Art. 5. § 1. Elke in aanmerking komende afnemer die door de aangewezen leverancier bevoorraad wordt zonder dat hij hem uitdrukkelijk gekozen heeft, is vrij een elektriciteitsleveringsovereenkomst te sluiten met een leverancier van zijn keuze.

De effectieve verandering van leverancier kan evenwel slechts doorgevoerd worden met een vooropzeg van een maand, te rekenen van de eerste dag van de maand na die waarin de nieuwe leverancier de netbeheerder kennis heeft gegeven van die verandering, overeenkomstig de bepalingen van de technische reglementen betreffende informatie-uitwisseling.

De datum van inwerkingtreding van de nieuwe overeenkomst (niet vóór 1 januari 2007) ligt vast in de kennisgeving bedoeld in het tweede lid.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt de datum van inwerkingtreding van de tussen 1 en 31 december 2006 gesloten leveringsovereenkomsten naar 1 maart 2007 verschoven, niettegenstaande andersluidende bepaling.

Art. 6. De documenten bedoeld in artikel 8 worden uiterlijk 15 augustus 2006 door de aangewezen leverancier aan de CWaPE overgemaakt.

De CWaPE gaat na of de leveringsvoorwaarden van de aangewezen leveranciers voldoen aan het elektriciteitsdecreet en aan de uitvoeringsbesluiten ervan. Ze keurt het schrijven bedoeld in artikel 8, 2°, goed vóór 1 oktober 2006 en gaat na of de verstrekte informatie objectief is en of de eindafnemer de mogelijkheid heeft om een leverancier met kennis van zaken te kiezen.

Art. 7. De aangewezen leverancier maakt zijn leveringsvoorwaarden, met inbegrip van de tarieven van toepassing vanaf 1 januari 2007, uiterlijk 15 september 2006 bekend op zijn website.

De CWaPE maakt de in het eerste lid bedoelde voorwaarden bekend op haar website.

Art. 8. De aangewezen leverancier geeft de gebonden afnemers vóór 1 november 2006 bij gewone post kennis van :

1° zijn leveringsvoorwaarden, met inbegrip van de tarieven van toepassing vanaf 1 januari 2007;

2° het feit dat ze vanaf 1 januari 2007 niet meer bevoorraad zullen worden door de netbeheerder en dat ze voortaan, evenwel zonder verplichting, vrij zijn een elektriciteitsleveringsovereenkomst te sluiten met een leverancier van hun keuze met het oog op een inwerkingtreding na 31 december 2006 en dat hun bevoorrading, in afwachting van de inwerkingtreding van een dergelijke overeenkomst, vanaf 1 januari 2007 door de aangewezen leverancier gewaarborgd wordt onder de voorwaarden bedoeld in punt 1°.

In dat schrijven wordt er ook op gewezen dat de afnemer die een leveringsovereenkomst met een leverancier heeft gesloten later niet meer onder het bijzonder stelsel van de aangewezen leverancier bevoorraad kan worden.

In hetzelfde schrijven staat bovendien dat de leveringsovereenkomst die vóór 30 november 2006 wordt gesloten tussen een leverancier en een afnemer gevuld kan hebben vanaf 1 januari 2007 zonder eerst langs de aangewezen leverancier te transiteren, op voorwaarde dat betrokken netbeheerder binnen tien werkdagen na het sluiten ervan op de hoogte is gebracht.

Dat schrijven vermeldt verder dat de overeenkomsten gesloten tussen 1 en 31 december 2006 pas vanaf 1 maart 2007 in werking zullen treden.

Dat schrijven vermeldt nog dat de afnemer die niet uitdrukkelijk de aangewezen leverancier heeft gekozen vrij is een andere leverancier te kiezen, mits inachtneming van een opzegtermijn van een maand.

Afdeling 2. — Distributienetbeheerder

Art. 9. § 1. De EAN-code, het tellernummer en het volledige adres van het toegangspunt van alle op het net aangesloten gebonden afnemers wordt uiterlijk 15 oktober 2006 door elke distributienetbeheerder aan de leveranciers meegeleerd.

Deze gegevens worden overgemaakt in de vorm van een bruikbaar gegevensbestand.

Elke distributienetbeheerder verschaft alle leveranciers een telefoonnummer om hen toegang te verlenen tot de gegevens bedoeld in het eerste lid.

Het gebruik door de leveranciers van de door de distributienetbeheerders overgemaakte gegevens wordt beperkt tot het formuleren van aanbiedingen van elektrische energielevering ter gelegenheid van de liberalisering van de elektriciteitsmarkt.

§ 2. De netbeheerder stuurt uiterlijk 15 oktober 2006 naar elke op zijn net aangesloten gebonden afnemer bij gewone post een schrijven met :

1° zijn EAN-code, zijn synthetisch belastingsprofiel en zijn geschat jaarlijks referentieverbruik (EAV) indien beschikbaar, in de vorm bepaald door de CWaPE, na overleg met de distributienetbeheerders;

2° een na overleg met de distributienetbeheerders en de leveranciers door de CWaPE opgestelde informatienota waarin melding wordt gemaakt van de stappen i.v.m. de voorwaarden om in aanmerking te komen, de diverse opties die de in aanmerking komende afnemers aangeboden worden, alsmede de wijze om die te concretiseren. In die informatienota wordt ook de identiteit van de aangewezen leverancier vermeld en wordt verduidelijkt dat de afnemer die een leveringsovereenkomst met een andere leverancier dan de aangewezen leverancier heeft gesloten niet meer door de aangewezen leverancier bevoorraad zal worden;

3° de melding dat de EAN-code, het tellernummer en het volledige adres van het toegangspunt tot het net overeenkomstig dit besluit aan alle leveranciers werden overgemaakt;

4° de lijst van de leveranciers die houder zijn van een vergunning voor de levering van elektriciteit in Wallonië.

Art. 10. In afwijking van artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt worden de verbruiken tussen de datum van de laatste meting en 31 december 2006 door de netbeheerder gefactureerd op basis van statistische schattingen en niet op basis van reële metingen. Deze schattingen gaan uit van de reële verbruiken van de vorige referentieperiodes, desgevallend verbeterd om rekening te houden met de weersomstandigheden, de gekende wijzigingen van de verbruiksprofielen of elke andere relevante informatie.

HOOFDSTUK III. — Gasmarkt

Afdeling 1. — Aangewezen leverancier

Art. 11. § 1. De leverancier van gebonden afnemers wijst uiterlijk 15 juni 2006 een aangewezen leverancier aan die vanaf 1 januari 2007 zal instaan voor de doorlopende levering van gas aan de op die datum in aanmerking komende eindafnemers die geen leverancier hebben gekozen, en die aan de volgende criteria voldoet :

1° hij is houder van een leveringsvergunning;

2° hij beschikt over de nodige technische en financiële middelen om de in het eerste lid bedoelde afnemers doorlopend van gas te voorzien;

3° hij garandeert dat de in aanmerking komende afnemer aan wie hij levert en die hem niet uitdrukkelijk heeft gekozen vrij is een andere leverancier te kiezen, mits inachtneming van een opzegtermijn van een maand.

§ 2. De leverancier van gebonden afnemers geeft de CWaPE uiterlijk 15 juni 2006 kennis van de aanwijzing bedoeld in § 1.

Art. 12. § 1. Elke in aanmerking komende afnemer die door de aangewezen leverancier bevoorraad wordt zonder dat hij hem uitdrukkelijk gekozen heeft, is vrij een gasleveringsovereenkomst te sluiten met een leverancier van zijn keuze.

De effectieve verandering van leverancier kan evenwel slechts doorgevoerd worden met een vooropzag van een maand, te rekenen van de eerste dag van de maand na die waarin de nieuwe leverancier de netbeheerder kennis heeft gegeven van die verandering, overeenkomstig de bepalingen van de technische reglementen betreffende informatieuitwisseling.

De datum van inwerkingtreding van de nieuwe overeenkomst (niet vóór 1 januari 2007) ligt vast in de kennisgeving bedoeld in het tweede lid.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt de datum van inwerkingtreding van de tussen 1 en 31 december 2006 gesloten leveringsovereenkomsten naar 1 maart 2007 verschoven, niettegenstaande andersluidende bepaling.

Art. 13. De documenten bedoeld in artikel 15 worden uiterlijk 15 augustus 2006 door de aangewezen leverancier aan de CWaPE overgemaakt.

De CWaPE gaat na of de leveringsvoorraad van de aangewezen leveranciers voldoen aan het gasdecreet en aan de uitvoeringsbesluiten ervan. Ze keurt het schrijven bedoeld in artikel 15, 2°, goed vóór 1 oktober 2006 en gaat na of de verstrekte informatie objectief is en of de eindafnemer de mogelijkheid heeft om een leverancier met kennis van zaken te kiezen.

Art. 14. De aangewezen leverancier maakt zijn leveringsvoorraad, met inbegrip van de tarieven van toepassing vanaf 1 januari 2007, uiterlijk 15 september 2006 bekend op zijn website.

De CWaPE maakt de in het eerste lid bedoelde voorwaarden bekend op haar website.

Art. 15. De aangewezen leverancier geeft de gebonden afnemers vóór 1 november 2006 bij gewone post kennis van :

1° zijn leveringsvoorraad, met inbegrip van de tarieven van toepassing vanaf 1 januari 2007;

2° het feit dat ze vanaf 1 januari 2007 niet meer bevoorraad zullen worden door de netbeheerder en dat ze voortaan, evenwel zonder verplichting, vrij zijn een gasleveringsovereenkomst te sluiten met een leverancier van hun keuze met het oog op een inwerkingtreding na 31 december 2006 en dat hun bevoorrading, in afwachting van de inwerkingtreding van een dergelijke overeenkomst, vanaf 1 januari 2007 door de aangewezen leverancier gewaarborgd wordt onder de voorwaarden bedoeld in punt 1°.

In dat schrijven wordt er ook op gewezen dat de afnemer die een leveringsovereenkomst met een leverancier heeft gesloten later niet meer onder het bijzonder stelsel van de aangewezen leverancier bevoorraad kan worden.

In hetzelfde schrijven staat bovendien dat de leveringsovereenkomst die vóór 30 november 2006 wordt gesloten tussen een leverancier en een afnemer gevolg kan hebben vanaf 1 januari 2007 zonder eerst langs de aangewezen leverancier te transiteren, op voorwaarde dat betrokken netbeheerder binnen tien werkdagen na het sluiten ervan op de hoogte is gebracht.

Dat schrijven vermeldt nog dat de overeenkomsten gesloten tussen 1 december en 31 december 2006 pas vanaf 1 maart 2007 in werking zullen treden.

Dat schrijven vermeldt verder dat de afnemer die niet uitdrukkelijk de aangewezen leverancier heeft gekozen vrij is een andere leverancier te kiezen, mits inachtneming van een opzegtermijn van een maand.

Afdeling II. — Distributienetbeheerder

Art. 16. § 1. De EAN-code, het tellernummer en het volledige adres van het toegangspunt van alle op het net aangesloten gebonden afnemers wordt uiterlijk 15 oktober 2006 door elke distributienetbeheerder aan de leveranciers meegeleerd.

Deze gegevens worden overgemaakt in de vorm van een bruikbaar gegevensbestand.

Elke distributienetbeheerder verschaft alle leveranciers een telefoonnummer om hen toegang te verlenen tot de gegevens bedoeld in het eerste lid.

Het gebruik door de leveranciers van de door de distributienetbeheerders overgemaakte gegevens wordt beperkt tot het formuleren van aanbiedingen van gaslevering ter gelegenheid van de liberalisering van de gasmarkt

§ 2. De netbeheerder stuurt uiterlijk 15 oktober 2006 naar elke op zijn net aangesloten gebonden afnemer bij gewone post een schrijven met :

1° zijn EAN-code, zijn synthetisch belastingsprofiel en zijn geschat jaarlijks referentieverbruik (EAV) in de vorm bepaald door de CWaPE, na overleg met de distributienetbeheerders;

2° een na overleg met de distributienetbeheerders en de leveranciers door de CWaPE opgestelde informatienota waarin melding wordt gemaakt van de stappen i.v.m. de voorwaarden om in aanmerking te komen, de diverse opties die de in aanmerking komende afnemers aangeboden worden, alsmede de wijze om die te concretiseren. In die informatie nota wordt ook de identiteit van de aangewezen leverancier vermeld en wordt verduidelijkt dat de afnemer die een leveringsovereenkomst met een andere leverancier dan de aangewezen leverancier heeft gesloten niet meer door de aangewezen leverancier bevoorraad zal worden;

3° de melding dat de EAN-code, het tellernummer en het volledige adres van het toegangspunt tot het net overeenkomstig dit besluit aan alle leveranciers zijn overgemaakt;

4° de lijst van de leveranciers die houder zijn van een vergunning voor de levering van gas in Wallonië.

Art. 17. In afwijking van artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt worden de verbruiken tussen de datum van de laatste meting en 31 december 2006 door de netbeheerder gefactureerd op basis van statistische schattingen en niet op basis van reële metingen. Deze schattingen gaan uit van de reële verbruiken van de vorige referentieperiodes, desgevallend verbeterd om rekening te houden met de weersomstandigheden, de gekende wijzigingen van de verbruiksprofielen of elke andere relevante informatie.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 18. De bepalingen van de artikelen 5 en 12 zijn vanaf 1 januari 2007 van toepassing op elke in aanmerking komende afnemer.

Art. 19. Het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de in aanmerking komende klanten en het toezicht op de voorwaarden om in aanmerking te komen, het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de in aanmerking komende afnemers en het toezicht op de voorwaarden om in aanmerking te komen op de gasmarkt en het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende het in aanmerking komen van de eindafnemers op de elektriciteits- en gasmarkt worden opgeheven op 31 december 2006.

Art. 20. De Minister tot wiens bevoegdheden het energiebeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 mei 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE